

Deux cas de figure : le parallèle Sadate/Begin, et les États-Unis en Afghanistan

Deux cas de figure parallèles et relativement récents nous offrent une démonstration intéressante des rapports entre stratégie et objectif. En 1978, le président égyptien Anouar el-Sadate et le Premier ministre israélien Menahem Begin concluent un protocole d'accord de paix – le tout premier entre Israël et un État arabe, en l'espèce le plus puissant – baptisé accord de Camp David. Il donnera lieu à la signature du traité du même nom sous l'égide du président américain Jimmy Carter en mars 1979. Quelle fut la variable principale dans la prise de décision (historique) de chacun de ces dirigeants ? Quels *buts de paix* visaient-ils respectivement ? On peut considérer que les deux hommes d'État, qui s'invectivaient rudement encore quelques mois auparavant et dont chacun affirmait vouloir détruire ou annexer tout ou partie du territoire de l'autre, souhaitaient rester dans l'histoire. De fait, ils obtiendront chacun le prix Nobel de la paix. Mais chez ces combattants au tempérament trempé, à l'âge non canonique et aux larges perspectives de maintien au pouvoir (Begin élu seulement un an auparavant et Sadate encore relativement jeune), l'explication relève de la naïveté. On peut aussi se faire plaisir en les imaginant, la larme à l'œil, deviser sur les souffrances qu'engendrent les guerres. L'analyse sérieuse laisse apparaître, comme toujours en géopolitique, des objectifs et des stratégies bien compris, l'ensemble correspondant à un pragmatisme classique mais hautement appréciable.

Sadate : sacrifier l'état de guerre avec Israël pour développer l'économie

1/Au niveau de l'objectif. Pour Sadate, il s'agit de renoncer, provisoirement au moins, à l'objectif principal affirmé de

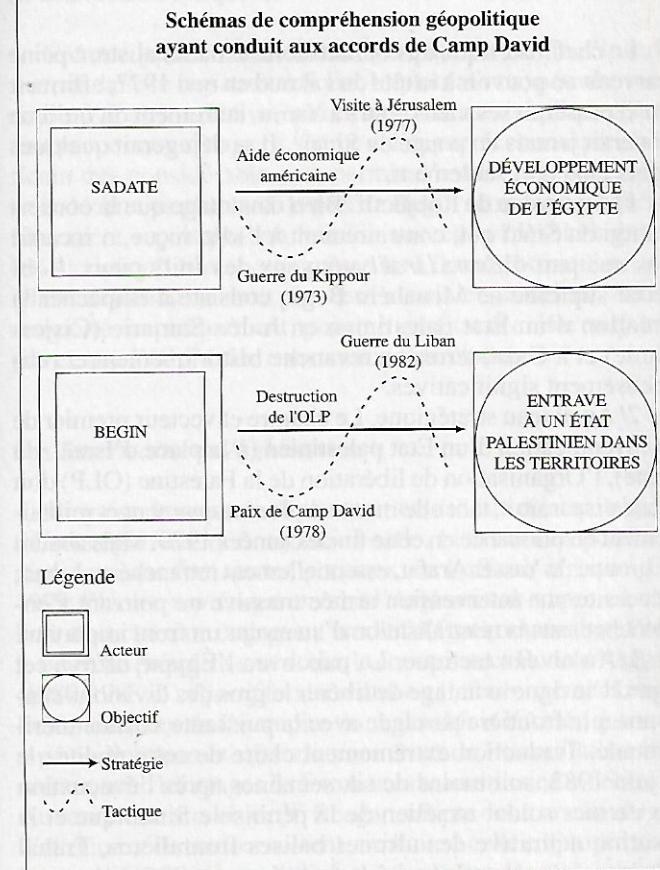
son prédécesseur Nasser, la destruction d'Israël, et de lui substituer le développement d'une économie exsangue et typique du tiers-monde.

2/Au niveau stratégique. Dans la poursuite de ce nouvel objectif, il serait absolument indispensable d'obtenir des aides considérables de l'extérieur. Seuls les États-Unis pouvaient jouer ce rôle ; or jamais Washington ne souscrirait à cette demande de soutien massif sans le renoncement à la destruction d'Israël par Le Caire. De son côté, la condition *sine qua non* pour Sadate d'un tel engagement passait par le recouvrement de la souveraineté égyptienne sur l'intégralité de la péninsule du Sinaï.

3/Au niveau tactique. Fut-elle contradictoire, l'offensive égyptienne d'octobre 1973 ? Certes pas, d'autant que Sadate lança une attaque vigoureuse sur le canal le premier jour, pour adopter ensuite deux semaines durant une tactique plutôt défensive ; il s'agissait de conserver le gain symboliquement immense d'avoir remporté une bataille au moins, celle qui « lavait » l'humiliation de juin 1967. Toujours dans cette logique, on se souvient que Sadate avait dès avant le conflit chassé les conseillers et instructeurs soviétiques (1972) et pris langue avec Washington... Bref : en aucun cas l'offensive égyptienne ne se destinait à la destruction d'Israël.

A objectif nouveau, stratégie nouvelle à son service, et tactique particulière dans la gestion des phases de guerre comme de pourparlers. Dans cette économie générale, peu importe que Sadate ait *réellement* modifié sa représentation des Juifs et d'Israël, qu'il ait *réellement* voulu dans la foulée régler la question palestinienne en exigeant d'Israël des élections municipales en Cisjordanie et à Gaza. Où se trouve la réalité lorsqu'on démontre concrètement et qu'on exprime publiquement une volonté politique ? Et, en l'occurrence, dès la visite spectaculaire de Sadate à Jérusalem en 1977, les mots et les gestes y étaient. Fi d'angélisme ; pour le raïs, la paix avec Israël se plaçait au niveau *tactique*, derrière la stratégie

américaine et l'objectif socio-économique. Sadate le paiera de sa vie en 1981, mais l'économie égyptienne bénéficiera en effet et jusqu'à ce jour d'aides annuelles équivalant à plus de deux milliards de dollars constants, auxquelles s'ajouteront les apports pétroliers (gisements d'Abu Simbel) et touristiques du Sinaï restitué.



Begin : sacrifier le Sinaï pour interdire un État palestinien dans les Territoires

Le chef historique du courant sioniste nationaliste, à peine parvenu au pouvoir à la tête du Likoud en mai 1977, affirmait qu'il passerait ses vieux jours à Yamit, autrement dit qu'il ne céderait jamais un pouce du Sinaï¹. Il se déjugerait quelques mois plus tard seulement.

1/Au niveau de l'objectif. Bien davantage que la conservation du Sinaï qui, contrairement à l'idée reçue, n'incarne pas une part d'*Eretz Israël* aux yeux des Juifs pieux, l'objectif suprême de Menahem Begin consiste à empêcher la création d'un État palestinien en Judée-Samarie (Cisjordanie) et à Gaza, terres en revanche historiquement et religieusement significatives.

2/Au niveau stratégique. Le chantre et vecteur premier de la revendication d'un État palestinien (à la place d'Israël, du reste), l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) doit donc disparaître, tant elle monte diplomatiquement et militairement en puissance en cette fin des années 1970. Mais abattre le groupe de Yasser Arafat, essentiellement retranché au Liban, nécessite une intervention armée massive ne pouvant s'enclencher sans la neutralisation d'au moins un front important.

3/Au niveau tactique. La paix avec l'Égypte offre à cet égard l'insigne avantage de libérer le gros des divisions cantonné à la frontière partagée avec la puissante voisine méridionale. Traduction extrêmement claire de cette réalité : le 6 juin 1982, soit moins de six semaines après l'évacuation du dernier soldat israélien de la péninsule Sinaïtique et la fixation définitive des ultimes balises frontalières, Tsahal pénètre en force au Liban, à la frontière septentrionale, pour

1. Yamit, du nom de la plus importante implantation israélienne du Sinaï.

mener à bien l'opération « Paix en Galilée » dont la vocation est le déracinement de l'OLP du pays du Cèdre et, au mieux, sa destruction complète.

Comme pour celle de Sadate, la paix de Begin s'inscrit surtout dans le registre tactique. Implantations, pétrole, tourisme : l'abandon du Sinaï par ce nationaliste s'explique avant tout par ce nouvel objectif, même si l'apport économique américain très considérable aura permis d'avaler la pilule... Et, trois décennies plus tard, le pari de Begin semble perdu théoriquement – puisque son lointain successeur Rabin signera les accords d'Oslo et que, même au Likoud nationaliste, on admet désormais le droit pour les Palestiniens à un État – mais remporté empiriquement, puisque cet État n'existe toujours pas et que l'OLP frôle constamment le chaos.

Les Américains en Afghanistan

En guise de seconde démonstration de l'articulation objectif/stratégie/tactique : ajoutons celle, bien connue pour ses répercussions fort contemporaines, de l'affaire afghane. En 1979, l'Union soviétique envahit l'Afghanistan en proie à une lutte de succession engageant un chef d'État communiste. Pour le nouveau président américain, le conservateur Ronald Reagan (1980-1988), l'*objectif* fondamental est l'affaiblissement voire l'effondrement de l'*« empire du mal »*. Mais l'Amérique sort à peine du traumatisme vietnamien et de l'humiliation iranienne, avec les otages de l'ambassade américaine à Téhéran. Au service de son objectif, Reagan adopte donc une *stratégie* d'attrition et de contournement, similaire à celle employée avec brio par l'URSS et ses satellites asiatiques des décennies durant. Washington va financer, armer et équiper des *moudjahidin* afghans combattant contre l'Armée rouge, sans coup férir. En toute logique d'une fin justifiant les moyens, on privilégiera les